

Dole, le 4 octobre 2024

**PROCÈS VERBAL DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ INCENDIE
DE L'ARRONDISSEMENT DE DOLE
DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC
E.R.P. DU 1ER GROUPE**

Nom de l'Établissement : **CH LOUIS PASTEUR**
Adresse : **Avenue Léon Jouhaux**
Code Postal : **39100** Commune : **DOLE**
Activités : **U - Etablissements de soins**
Propriétaire : **CH Louis PASTEUR**
Exploitant : **M. CHAFFANGE Gilles**
Téléphone de l'ERP : **03 84 79 80 80**

N° établissement : **E198-00178P**
Type principal : **U**
Catégorie : **2**

Dernière Visite Générale : **15/12/2022** Avis : **Favorable**
Année Prochaine Visite : **2025** Allongement périodicité (GE4) : **NON**

Nature de l'étude : **Permis de construire et autorisation de travaux**
Date d'arrivée au SDIS : **21/08/2024**
Numéro : **PC 039 198 24 D0046** **AT 039 198 24 D0028**
Nature du projet : **Restructuration du service dialyse**

Commission Compétente : **CSA DOLE**
Date de la Commission : **04/10/2024** Avis : **Favorable**

Dérogation : **OUI** Nbre : **06**

Sous la présidence de Mme Camille BERROUX, Secrétaire Générale

Assistaient à la réunion :

- M. REBILLARD, représentant le maire de la commune de Dole,
- M. VILLET, DDT de Dole,
- M. LASKOWSKI, préventionniste, rapporteur représentant le SDIS du Jura

1) PRESENTATION GRAPHIQUE DE L'ETABLISSEMENT

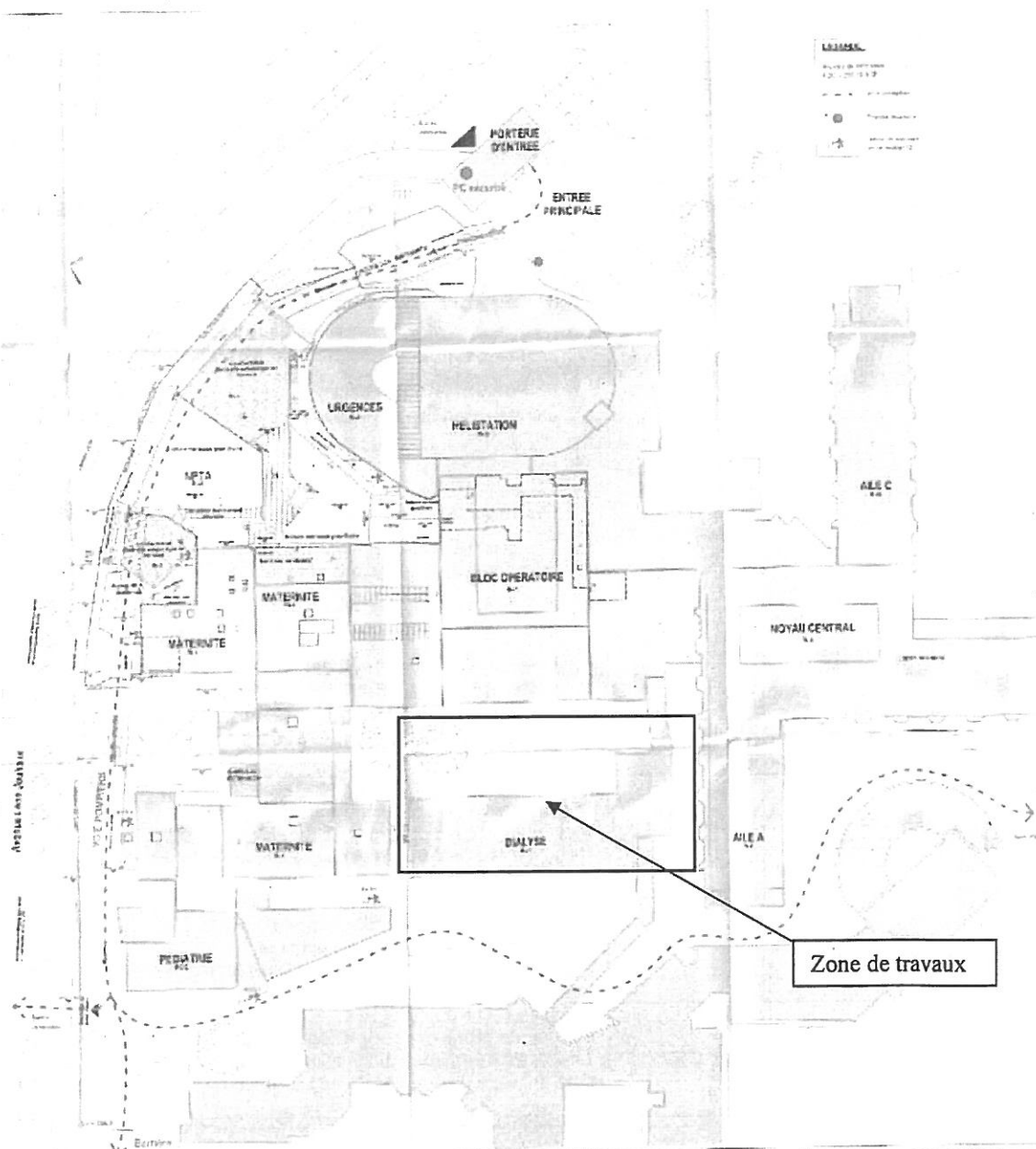
Plan de situation



Vue aérienne CHG Louis Pasteur :



Plan de masse :



2) DOCUMENTS ETUDIES

	OUI	NON	DATEE/ SIGNED		OUI	NON
Descriptif sommaire du projet	X			Plan de situation	X	
Notice de sécurité incendie	X		X	Plan(s) du(des) niveau(x)	X	
Notice de sécurité accessibilité	X		X	Plan(s) de façades/élévation(s)	X	
Plan de masse	X			Plan(s) de coupe(s)	X	
Demande(s) de dérogation(s)	X					
Autres(s) document(s)		X				

Engagement du maître d'ouvrage à respecter les règles générales de construction prises en application du chapitre 1^{er} du titre du livre 1^{er} du Code de la Construction et de l'Habitation, conformément à l'article 45 du n° 95-260 du 08 mars 1995 :

OUI

Nom / Prénom

: CHAFFANGE Gilles

3) RAPPEL DES DEROGATIONS OBTENUES

Dérogation : 08

Année	Avis Date Sous-commission	Article(s) dérogé(s)	Mesure(s) compensatoire(s)
2011	14/03/2011 Favorable	U 42§2	Demande de retrait des RIA avec conclusion réservée : Considérant les motifs suivants : 1.a Absence de désenfumage des circulations horizontales 1.b Absence de détections dans tous les locaux
2013	25/06/2013 Favorable	5.2.3.2 norme NFS 61-970 Art U 45§3 Art MS 53 et 60	Il a été accordé de déroger aux éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> À l'absence de détection dans les faux-plafonds du Rdc dont les urgences et le service radiologie, À la diffusion de l'alarme dans l'intégralité de l'établissement suite à une détection ou un déclenchement au niveau de la restauration, Au déverrouillage des issues donnant dans les escaliers. Les mesures compensatoires sont les suivantes : 1. Détection présente en sous-face des faux-plafonds, présence de personnels en permanence, passage des réseaux dans le faux-plafond, 2. Niveau isolé des niveaux inférieurs, présence d'agents de sécurité pour effectuer la levée de doute, détection par prélèvement d'air dans le vide sanitaire, 3. Déverrouillage général des issues lors d'une détection dans le noyau central, déclencheurs manuels dans la salle de soins et installation d'une commande au CMSI permettant de déverrouiller l'ensemble des issues.
2022	17/02/2022 Favorable	Art. U10§4a	Remplacement du SAS REI 120 avec 2 blocs portes PF ½ heure par une porte CF 1 heure
2023	14/12/2023 Favorable	Art. U10§4a	Remplacement du SAS REI 120 avec 2 blocs-portes pare-flamme de degré ½ heure équipés de ferme-porte ou à fermeture automatique par une porte coupe-feu de degré 1 heure ou à fermeture automatique (PV du 17/02/2022); Mise en place de 3 portes de degré coupe-feu 1 heure en limite de zone CPI
2023	14/12/2023 Favorable	Art. U10§4a	Motorisation d'une porte de SAS en limite de CPI : En cas de détection incendie, la porte deviendra une porte classique avec ferme-porte par coupure de l'alimentation électrique. Prescription relative à la présence d'un déclencheur manuel à fonction d'interrupteur (boîtier vert à proximité)
2024	29/08/2024 Favorable	Art. U10§4a	Remplacement du SAS REI 120 avec 2 blocs-portes pare-flamme de degré ½ heure équipés de ferme-porte ou à fermeture automatique par une porte coupe-feu de degré 1 heure ou à fermeture automatique (PV du 17/02/2022); Mise en place de 2 portes de degré coupe-feu 1 heure en limite de zone CPI
2024	29/08/2024 Favorable	Art. U10§4a	Motorisation d'une porte de SAS en limite de CPI : En cas de détection incendie, la porte deviendra une porte classique avec ferme-porte par coupure de l'alimentation électrique. Prescription relative à la présence d'un déclencheur manuel à fonction d'interrupteur (boîtier vert à proximité)
2024	26/09/2024 Favorable	Art. U21§2	Doter des locaux d'une surface supérieure à 10 m² de portes coulissantes non motorisées. Sans mesure compensatoire.

Demandes d'avis validées PV de CSA du 21/12/2023 : 4

- 1 Les portes automatiques positionnées en limite de CPI ou sur un recoupement interne sont doublées de portes battantes à fermeture automatique sur détection incendie. Celles-ci sont équipées de DM verts à proximité immédiate de la porte. Ces portes ne sont pas conformes à l'article CO 48 pour des raisons d'hygiène. Pour des raisons d'exploitation, les commandes et le DM vert sont positionnés à une hauteur de 1.50m ;
- 2 Des RIA sont présents dans les bâtiments existants. Il est prévu de conserver les RIA dans l'existant mais cette installation ne sera ni étendue au projet, ni mise en conformité. La réglementation ne demande pas la mise en œuvre de RIA. Il n'est donc pas prévu d'en installer dans les zones concernées par les travaux (extension et restructuration) ;
- 3 Les ambulances et le personnel ont une entrée qui leur est dédiée au nord du plan afin de différencier les flux. Pour faciliter les entrées des brancards pour les malades couchés, une porte 2UP coulissante deux vantaux est souhaitée.
Cette porte est vitrée avec vitrophanie et motorisée avec commandes extérieure et intérieure. Elle est équipée d'un BG vert de décondamnation ;

- La circulation dédiée au personnel du bloc opératoire est un lieu de transit de chariots et de nombreux équipements tout au long de la journée.

Le CH a souhaité motoriser la porte entre secteurs hygiène du couloir afin de conserver le zonage aseptique de la circulation sans devoir manipuler manuellement la porte à chaque passage.

En cas de coupure de courant, la porte se ferme et devient une porte sur ferme-porte manipulée manuellement.

4) REGLEMENTATION APPLICABLE

En matière de sécurité incendie, l'établissement se voit appliquer les lois et règlements suivants :

- Code de la Construction et de l'Habitation.
- Décret n° 95-260 du 08/03/1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

L'établissement devra également répondre aux dispositions du Livre II, Titre III, Chapitre II (sections I, IV et V) du code du travail (partie réglementaire).

Le non-respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L.143-3, R.184-4 et R.184-5 du code de la construction et de l'habitation.

Le contrôle exercé par l'administration et la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (art. R.143-34 du code de la construction et de l'habitation).

L'autorisation d'ouverture devra faire l'objet d'un arrêté municipal (art. R.143-39 du code de la construction et de l'habitation).

5) DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

DESCRIPTION GENERALE DU PROJET :

Le projet présenté concerne la restructuration lourde et l'extension du service de Dialyse au cœur de l'hôpital (augmentation capacitaire de 12 + 1 lits à 16 + 1 lits).

Situé en étage, le service sera restructuré en site occupé, avec maintien du nombre de lits durant les phases de travaux. Une extension réalisée dans le patio jardin existant, développera au niveau de l'étage les services d'accueil et les bureaux médicaux en prolongement du plateau de dialyse. Sur le flanc sud-est aménagement d'une surface de stockage de dialysats sera construite sur deux niveaux (rez-de-chaussée et étage) afin de permettre une meilleure distribution logistique et une augmentation de capacité en lien avec l'évolution du service.

Construit dans les années 60, le CH Louis Pasteur comprend 3 ailes (A, B et C) de conception bâtiminaire identique se rejoignant dans un noyau central.

Les services Urgences/Unités de surveillance continue, Pôle Mère/Enfant (Maternité et Pédiatrie) et Hémodialyse viennent se greffer sur le noyau central avec des intercommunications au niveau du Rdc Haut et du Rdc Bas.

L'IRM est reliée au bâtiment principal au niveau du Rdc par une passerelle formant liaison avec l'aile B.

Le bâtiment des services techniques est accolé au niveau du Rdc de l'aile C (code du travail).

Une passerelle assure la liaison entre le CMLS et l'hôpital au niveau du Rdc le long du service Hémodialyse.

Le poste de garde est une construction isolée du bâtiment principal selon la réglementation (+ de 8 mètres).

L'établissement est composé de :

- Noyau central à 7 niveaux au-dessus du Rdc sur sous-sol;
- Aile A à 7 niveaux au-dessus du Rdc sur sous-sol;
- Aile B à 7 niveaux au-dessus du Rdc sur sous-sol;
- Aile C à 6 niveaux au-dessus du Rdc sur sous-sol;
- Bâtiment urgence à 1 niveau au-dessus du Rdc sur sous-sol + hélicoptère;
- Bâtiment Hémodialyse à Rdc haut et Rdc Bas; **objet du présent dossier**
- Bâtiment Service technique à Rdc Haut et Rdc Bas;
- Bâtiment Pôle Mère-Enfant à 1 niveau au-dessus du Rdc Haut et Rdc Bas;
- Bâtiment IRM à 1 niveau au-dessus du Rdc;
- Nouveau Plateau Technique Ambulatoire (NPTA).

Observation relative au dossier :

Le bâtiment d'yalise existant est stable au feu 1 heure. La partie extension est prévue en structure bois-béton disposant d'une stabilité au feu d'une heure (PRESCRIPTION).

La distribution sera traditionnelle.

Le bâtiment de stockage disposera d'un volume supérieur à 200 m³ et sera considéré comme local à risques important. Ce bâtiment sera isolé par des parois de degré coupe-feu 2 heures avec blocs-portes coupe-feu 1 heure et ferme-porte. Les locaux de stockage à risques moyens (stock tampon : local déchets / linge sale, local petit matériel, local BioMed) seront isolés par des parois de degré coupe-feu 1 heure avec blocs-portes coupe-feu ½ heure et ferme-porte.

Les différentes gaines techniques seront coupe-feu 1 heure avec des trappes PF ou CH ½ heure.

Il est précisé que l'extraction mécanique (VH) se fera par un conduit coupe-feu 2 heures créé dans la construction de l'enveloppe du local de stockage.

La ventilation air hygiénique sera assurée par une centrale double flux. Le chauffage et la climatisation seront assurés par des terminaux à eau (ventilo-convecteurs et radiateurs).

Une centrale de traitement d'air sera dédiée pour le bloc interventionnel assurant l'air hygiénique et le traitement de la température.

L'éclairage de sécurité sera en place (BAES + blocs d'ambiance).

Les moyens de secours seront adaptés (PRESCRIPTION).

Aménagements intérieurs

Types de revêtements	Dans les locaux et dégagements	Dans les escaliers enclôsonnés
Revêtements muraux	M1	Sans objet
Revêtements des sols	M0 / M3	
Revêtements des plafonds	M0 / M1	

Les données générales ci-dessous sont celles mise à jour à l'issue de la visite du 31/01/2024. Celles-ci sont complétées par les modifications apportées par la restructuration du service de Dyalise.

IMPLANTATION (Nombre de bâtiments, isolement)

La construction primaire concerne les 3 ailes A, B et C regroupées autour d'un noyau central dans lequel se trouvent les ascenseurs visiteurs et techniques.

Ce bâtiment comprend 7 niveaux dont le plancher bas du dernier niveau accessible au public est situé à plus de 8 mètres du niveau d'accès des secours. Il existe également 2 niveaux techniques supplémentaires non accessibles au public (niveau 8 et 9) et un vide sanitaire entre les 6^{ème} et 7^{ème} niveau dans les ailes A et B.

Le bâtiment urgence comporte 1 niveau accessible au public, le 2^{ème} niveau est réservé au personnel. Au-dessus du 2^{ème} niveau, une hélisation est positionnée sur une structure métallique.

Le pôle Mère/Enfant comporte 3 niveaux accessibles au public.

L'Hémodialyse est composée de 2 niveaux. Du fait de la déclivité du terrain, le niveau supérieur de ce bâtiment communique avec le rez-de-chaussée du bâtiment principal.

Les services techniques sont composés de 2 niveaux adossés à l'aile C avec une intercommunication au niveau inférieur.

L'IRM composée de 2 niveaux communique avec l'aile B au moyen d'une passerelle reliant le niveau supérieur de l'IRM et le rez-de-chaussée Haut de l'aile B. L'établissement est isolé des tiers par la distance.

ACCES DES SECOURS (entrée principale, accueil des secours)

L'établissement est desservi par 4 voies échelles permettant l'accès à toutes les façades périphériques de l'établissement.

Il existe 5 façades accessibles au sens de la réglementation.


ACTIVITES ET AMENAGEMENTS PAR NIVEAU (distribution intérieure : locaux à usages particuliers, locaux à sommeil, locaux non accessibles au public, lieu de présence des personnels, dispositions de sécurité dans les locaux)

Nota : L'exploitant précise que tous les services de soins représentés par ce pictogramme sont pourvus de :



- 1 office / bureaux / 1 lingerie / locaux réserves / locaux entretien / salle de soins
- Bâtiment principal dans lequel sont incluses les ailes A, B, C et le noyau central

	Aile A	Aile B	Aile C	Noyau Central
R+7	Self de 215 m ² / local électrique	Cuisine / chambres froide et chaude / vestiaires	-	4 bureaux diététicienne / Bibliothèque / salle de réunion
R+6	<u>Hospitalisation pneumologie :</u> 24 lits / local technique / endoscopie 	<u>Consultation Pneumologie</u> 2 Postes <u>Consultation chimiothérapie :</u> 2 Postes <u>Hôpital de jours Chimiothérapie :</u> 2 bureaux	<u>Service informatique :</u> 10 bureaux / salle de formation 4 bureaux <u>Unité de douleurs</u> 2 Postes <u>Consultation addictologie</u> 1 Poste	6 bureaux / local déchet
R+5	<u>Consultation Médical :</u> 7 bureaux 3 locaux archives Local d'examen d'ostéodensitométrie	<u>Médecine 21 lits</u> 	<u>Médecine</u> 11 lits 	<u>Consultation chirurgie</u> 1 poste <u>1 lit salon famille</u> Secrétariat Local déchet
R+4	<u>Consultation :</u> 4 postes <u>Hôpital de jours diabétologie, dialyse péritonéale et soins de pieds :</u> 1 grande salle / 1 salle de soins / 2 lits de jour / 9 fauteuils 	<u>Court séjour gériatrique :</u> 16 lits + 16 lits Secrétariat 		2 postes de consultation médecine Local déchet / 4 bureaux médecin / local VTP et CSMI
R+3	<u>Consultation cardiologique</u> 7 Postes / 1 chambre de garde / 10 salles d'examen	<u>Hospitalisation Cardiologique et neurologie :</u> 21 lits + 17 lits hospitalisation Bureau addictologie 		6 bureaux médecin / local déchet
R+2	<u>Hospitalisation rééducation :</u> 26 lits 	<u>Plateau technique rééducation :</u> 3 postes <u>Hôpital de jours rééducation :</u> 1 lit de jour + 5 fauteuils	<u>Chirurgie ambulatoire :</u> Salle de soins / 15 lits de jour / 3 fauteuils / 3 bureaux / 1 bloc ophtalmologie / 5 salles d'examen (soit 2 postes)	<u>Ophtalmologie :</u> 2 postes de consultations / secrétariat
R+1	<u>Partie administrative</u>			
	14 bureaux / salle informatique / local serveur / local onduleur / galerie technique	Direction du personnel / 13 bureaux / galerie technique / local archives de 90 m ²	Salle de réunion / vestiaires du personnel /	Direction générale centrale / 3

			office / galerie technique	bureaux / salle de réunion Yves Mamie / local archives de 50 m²
Rdc	<u>Radiologie :</u> 2 salles de radiologie / scanner / 1 salle échographie / salle d'attente / 1 chambre de garde 	<u>Consultation extérieur :</u> 7 postes Galerie de liaison de l'IRM Centre de prélèvement laboratoires : Salle d'attente / secrétariat / salle prélèvement	<u>Service Admission :</u> 8 bureaux / 4 guichets / 1 local archives / 1 local informatique Local syndical / 2 salles de formation	2 bureaux de la permanence accès aux soins Boutique de 16 m² dont 6 m² accessible au public Standard Maison médicale de garde (1 poste de consultation).
R-1	<u>Laboratoires :</u> 6 bureaux / 14 salles d'analyses / 1 chambre de garde	<u>Morgue :</u> 2 salles de présentation / 1 frigo <u>Local stockage</u> Réserve Pharmacie / réserve matelas / réserve cuisine / chambre froide / 1 bureau Groupe électrogène / poste ERDF / poste transformateur / sous-station SOCCRAM lingerie	Magasin générale / magasin service technique / 2 bureaux / local de stockage / office / réserve solutés / atelier service technique	<u>Pharmacie :</u> 2 réserves de 80 m² / 4 bureaux / 2 office <u>Unité UCR</u> Service stérilisation / 15 locaux / 2 bureaux Local technique principale / groupe froid Local CMSI / local onduleur / local TGBT / local autocom

- **Bâtiment Urgences**

Urgences		
R+1	1 salle de réunion / vestiaires / 8 chambres de garde / 11 bureaux /	/
Rdc	Accueil / 4 box lourd / 4 box léger / 5 UHTCD / 7 bureaux / salle d'attente / 1 poste consultation pédiatrique / UP : 4 lits / Urgence : 13 lits / office / garage SMUR / local déchet	1 salle de réveil / 6 blocs opératoire / 1 salle endoscopie / unités de surveillance continue : 5 lits

- **Pôle Mère / Enfant**

Pôle Mère / Enfant	
R+1	Salle de préparation accouchement / Salle de réunion / 1 salle de rééducation / 1 chambre de garde / vestiaires / salle d'examen hypnose
Rdc Haut	Maternité : 25 lits / 7 postes de consultations / 4 salles d'accouchement / 1 salle du personnel
Rdc Bas	Pédiatrie : 4 postes de consultation / 20 lits d'hospitalisation pédiatrie / 5 lits d'hospitalisation de pédopsychiatrie

- Hémodialyse après travaux

Rdc Haut	17 postes de dialyse / bureaux / salle d'examen / vestiaires / salle de détente du personnel / tisanerie / secrétariat salle d'attente / des locaux techniques / vestiaires
Rdc Bas	postes d'examen / 9 postes de dialyse / secrétariat / office / salles de consultations / local traitement déchet dialyse / bureaux CAMPS / locaux techniques / salle de réunions / local stockage / sanitaires

Le Rdc Haut est au même niveau que le Rdc du bâtiment principal

- IRM

R+1	Secrétariat / salle d'attente / 2 bureaux / salle d'examen IRM / 3 box de préparation / galerie desservant le Bat Principal
Rdc	Office / vestiaires / locaux technique

Le niveau R + 1 est au même niveau que le RDC de l'aile B

- Plateau Technique ambulatoire (travaux réceptionnés)

		Locaux à risques
R+2	Inaccessible au public	Locaux techniques (3 locaux CTA – stockage CO2)
R+1	3 blocs opératoires / salle endoscopie / 8 lits en SSPI / 4 lits en box induction / 16 lits en UCA / 1 poste de soins / cabine	Local déchet / local rangement / Réserve / local DASRI / stockage
Rdc	Accueil et secrétariat / attente UCA et maternité / salon sortie / consultation équipée / vestiaires / sanitaires / transit chariot	Stockage / réserve anesthésie / galerie de liaison logistique

DEGAGEMENTS (effectif, nombre de sorties ou escaliers par niveau, enclouement des escaliers, ventilation, désenfumage)

Bâtiment Principal Aile A, Aile B, Aile C et noyau central

Niveau	Locaux	Surface accessible au public	Mode de calcul des effectifs ⁽¹⁾	effectifs ⁽¹⁾			Nombre de sorties		Unités de passage	
				Public	Pers	Cumul	Règl	Réel	Règl	Réel
R+7	Restaurant	215 m ²	1 pers. / m ²	215*	21	236*	2	3 ⁽²⁾	4	5 ⁽²⁾
R+6	Pneumologie	Nbre de lits	24 lits	M : 24 V : 24	8	56	2	4	5	8
	Consultation pneumologie et chimiothérapie	Nbre de poste	4	32		32				
	HDJ Chimiothérapie	-	Déclaration	24	5	29				
	Administratif + salle activité chimiothérapie	22	Salle et bureaux	5	22	27				
	Total			144		144+21 165	2	4 ⁽²⁾	3	8 ⁽²⁾
R+5	Administratif	bureaux	5	4	8	12	3	4 ⁽²⁾	6	8 ⁽²⁾
	Hospitalisation médecine	Nbre de lits	32	M : 32 V : 32	11	75				
	Chirurgie consultation	Nbre de poste	1	8		8				
	Salles de famille	1	Déclaration	1	15	16				
	Total			103		276	3	4 ⁽²⁾	5	8 ⁽²⁾
R+4	Court séjour gériatrie	Nbre de lits	32	M : 32 V : 32	12	76	2	4 ⁽²⁾	2	8 ⁽²⁾
	Consultation médecine	Nbre de poste	6	48		48				
	Hôpital de jours	Nbre de lits et fauteuils	13	13	6	19				
	Total			143		419	2	4 ⁽²⁾	6	8 ⁽²⁾
R+3	Hospitalisation cardiologie et neurologie	Nbre de lits	38	M : 38 V : 74	14	126	3	4 ⁽²⁾	6	8 ⁽²⁾
	Consultation cardiologie	Nbre de poste	7	56		56				
	Salle d'examen bureaux	Nbre de salles et bureaux	9 + 7	12	14	26				
	Total			208		627	3	4 ⁽²⁾	6	8 ⁽²⁾
R+2	Hospitalisation rééducation	Nbre de lits	26	M : 26 V : 26	9	61	3	4 ⁽²⁾	8	8 ⁽²⁾
	Consultation rééducation et ophtalmologie	Nbre de poste	7	56		56				
	Hôpital de jours	-	Déclaration	21	11	32				

R+1	rééducation et chirurgie ambulatoire									
	Total			149		776	3	4 ⁽²⁾	8	8 ⁽²⁾
	Administration	-	Déclaration	25	31	56	3	5 ⁽²⁾	8	10 ⁽²⁾
	Total			25	31	832	3	5 ⁽²⁾	8	10 ⁽²⁾
Rdc Haut	Consultation externe	Nbre de poste	7	56		56	3	4 ⁽²⁾	9	10 ⁽²⁾
	Boutique	16 m²	1 pers m² sur 1/3 surf	6	1	7				
	Bureaux admission / radiologie / divers bureaux / centre de prélèvements / maison médicale	-	Déclaration	51	34	8				
	Total			93		924	3	4 ⁽²⁾	9	10 ⁽²⁾
Rdc Bas	Locaux de stockage	156 m²	/	2	51	53	2	3	3	5
	Laboratoires / morgue / lingerie / magasin / pharmacie	-	Déclaration							
	Total			2	51	977	2	3	3	5
	Total Bâtiment			977						

Le calcul des dégagements est effectué aile par aile et niveau par niveau car dans un établissement de type U l'évacuation des malades s'effectue horizontalement de zone à zone.

Néanmoins, du 6^{ème} étage au rez-de-chaussée, il existe 4 escaliers totalisant 8 Unités de Passage qui permettent l'évacuation verticale des personnes valides.

⁽¹⁾ L'effectif du public est calculé suivant la déclaration écrite de l'exploitant et les règles du calcul théorique définies à l'article U 2.

L'effectif cumulé comprend l'effectif du public et des personnels qui ne disposent pas de dégagements indépendants.

⁽²⁾ L'effectif étant supérieur à 200 personnes, les dégagements d'une seule unité de passage ne peuvent être pris en compte qu'une fois, soit dans le nombre des dégagements normaux, soit dans le nombre d'unités de passage de ces dégagements (art. CO 36 §3).

*Nota : Le personnel est soit dans la salle de restauration, soit dans les services aux différents niveaux. L'effectif n'est donc pas cumulaire.

Les escaliers :

Nom escalier ou situation	Niveaux desservis	Enclôisonnement	Désenfumage	Observations
Central	R+7 à Rdc Bas	Oui	naturel	
Escalier aile A	R+7 à Rdc Bas	Oui	naturel	
Escalier Aile B	R+7 à Rdc Bas	Oui	Naturel	
Escalier Aile C	R+6 à Rdc Haut	Oui	Naturel	
Escalier Administratif	R+1 au Rdc Haut	Non	Non	Écran de cantonnement suite au désenfumage du Rdc Haut

URGENTES / UNITE SURVEILLANCE CONTINU / BLOCS OPERATOIRE

Niveau	Locaux	Surface accessible au public	Mode de calcul des effectifs ⁽¹⁾	effectifs ⁽¹⁾			Nombre de sorties		Unités de passage	
				Public	Pers	Cumuls	Règl	Réel	Règl	Réel
Rdc	Urgences	13	Déclaration	M : 13 V : 13	10	36	2	3	2	6
	Consultation pédiatrique	1	Nbre de poste	8		8				
	Urgence psychiatrique	4	Nbre de lits	M : 4 V : 2	2	8				
	Unité de Surveillance continue	5	Nbre de lits	M : 5 V : 3	2	10	1	2	1	5
Bloc opératoire			Déclaration	10	26	36	1+1acc	2	1+1acc	4
Total Bâtiment				98		98	2	6	2	12

⁽¹⁾ L'effectif du public est calculé suivant les règles du calcul théorique définies à l'article U 2.

L'effectif cumulé comprend l'effectif du public et des personnels qui ne disposent pas de dégagements indépendants. Chaque service possède sa propre sortie.

ESCALIERS

Nom escalier ou situation	Niveaux desservis	Encloisonnement	Désenfumage	Observations
Escalier intérieur	R+1 à Rdc haut	Oui	Oui	
Escalier Hélicopt	Hélicopt à R+1	Encloisonnement	Non	
Escalier extérieur	Hélicopt à Rdc Bas	Non	Non	A l'air libre

Les circulations horizontales :

Les circulations horizontales principales bénéficient d'un désenfumage mécanique.

PÔLE MERE / ENFANT

Niveau	Locaux	Surface accessible au public	Mode de calcul des effectifs ⁽¹⁾	effectifs ⁽¹⁾			Nombre de sorties		Unités de passage	
				Public	Pers	Cumuls	Règl	Réel	Règl	Réel
R+1	Salle modulable service maternité	73 m²	Déclaration	20		20	1+1 acc	2+ 1acc*	1+1 acc	3+1 acc*
	Salle rééducation périnatale		Déclaration	2	1	23				
	Total			23		23	1+1 acc	2+ 1acc*	1+1 acc	3+1 acc*
Rdc haut	Maternité	25	Nbre de lits	M : 25 V : 25	9	59	2	4	3	8
	consultation et hospitalisation	7	Nbre de poste	56		56				
	Secteur Naissance		Déclaration	5	3	8				
	Total			123		146	2	4	3	8
Rdc bas	Pédiatrie	20	Nbre de lits	M : 20 V : 20	6	46	2	6	2	15
	Consultation pédiatrie	4	Nbre de poste	32		32				
	Pédopsychiatrie	5	Nbre de lit	M : 5 V : 3	2	10				
				88		234	2	6	2	15
	Total Bâtiment			234						

⁽¹⁾ L'effectif du public est calculé suivant les règles du calcul théorique définies à l'article U 2.

L'effectif cumulé comprend l'effectif du public et des personnels qui ne disposent pas de dégagements indépendants.

⁽²⁾ L'effectif étant supérieur à 200 personnes, les dégagements d'une seule unité de passage ne peuvent être pris en compte qu'une fois, soit dans le nombre des dégagements normaux, soit dans le nombre d'unités de passage de ces dégagements (art. CO 36 §3).

* A l'étage, il existe une sortie d'une UP donnant sur la terrasse.

ESCALIERS

Nom escalier ou situation	Niveaux desservis	Encloisonnement	Désenfumage	Observations
Escalier intérieur	R+1 au Rdc Bas	Oui	Oui	
Escalier extérieur Fermé	Rdc Haut à Rdc bas	Oui	Oui	
Escalier extérieur ouvert coté dialyse	Rdc Haut à Rdc Bas	Non	Non	A l'air libre

Les circulations horizontales :

Les circulations horizontales principales bénéficient d'un désenfumage mécanique.

HEMODIALYSE

Niveau	Locaux	Surface accessible au public	Mode de calcul des effectifs ⁽¹⁾	effectifs ⁽¹⁾			Nombre de sorties		Unités de passage	
				Public	Pers	Cumuls	Règl	Réel	Règl	Réel
Rdc Haut	Dialyse ambulatoire		Déclaration	17	15	32	1+1acc	3	1+1acc	6
	Total			17	15	32				
Rdc Bas	Salle de réunion	18 m²	1 pers. / m²	0	19	*19	1	1	1	1
	Dialyse ambulatoire		Déclaration	9	3	12	1+1acc	2	1+1acc	4
	Médecine du travail		Déclaration	0	4	4				
	Total			9	7	16	1+1acc	2	1+1acc	4
	Total Bâtiment			26	22	48				

⁽¹⁾ L'effectif du public est calculé suivant les règles du calcul théorique définies aux articles U 2 et L 3.

L'effectif cumulé comprend l'effectif du public et des personnels qui ne disposent pas de dégagements indépendants.

* l'effectif de la salle de réunion ne se cumule pas

Nota : Chaque niveau possède ses propres dégagements

ESCALIERS

Nom escalier ou situation	Niveaux desservis	Encloisonnement	Désenfumage	Observations
Escalier extérieur	Rdc haut à Rdc bas	Non	Non	à l'air libre

Les circulations horizontales :

Les circulations horizontales principales ne bénéficient pas d'un désenfumage mécanique.

IRM

Niveau	Locaux	Surface accessible au public	Mode de calcul des effectifs ⁽¹⁾	effectifs ⁽¹⁾			Nombre de sorties		Unités de passage	
				Public	Pers	Cumuls	Règl	Réel	Règl	Réel
Rdc Haut	Salle d'examen et bureaux		Déclaration	8	7	15	1	2	1	5
	Total			8	7	15	1	2	1	5

⁽¹⁾ L'effectif du public est calculé suivant les règles du calcul théorique définies à l'article U 2.

L'effectif cumulé comprend l'effectif du public et des personnels qui ne disposent pas de dégagements indépendants.

* Sert uniquement d'accès au R + 1 par une sortie totalisant 2 UP

ESCALIERS

Nom escalier ou situation	Niveaux desservis	Encloisonnement	Désenfumage	Observations
Escalier intérieur	Rdc Haut à Rdc Bas	Non	Non	

Les circulations horizontales :

La passerelle de communication entre l'IRM et l'aile B est désenfumée naturellement.

Plateau Technique Ambulatoire

Niveau	Locaux	Surface accessible au public	Mode de calcul des effectifs ⁽¹⁾	effectifs ⁽¹⁾			Nombre de sorties		Unités de passage	
				Public	Pers	Cumuls	Règl	Réel	Règl	Réel
R + 2	Locaux techniques	Inaccessibles au public								
R+1	Blocs et divers salles		Déclaration	37	28	65	2	2	3	3
Rdc	Accueil, consultation		Déclaration	16	11	92	2	2	3	6
	Total			53	39	92	/	/	/	/

⁽¹⁾ L'effectif du public est calculé suivant les règles du calcul théorique définies à l'article U 2.

L'effectif cumulé comprend l'effectif du public et des personnels qui ne disposent pas de dégagements indépendants

EFFECTIFS

	Public et Personnel	Lits (locaux à sommeil)
<u>Bâtiment Principal Aile A, Aile B, Aile C et noyau central</u>	977	145
<u>URGENCES / UNITE SURVEILLANCE CONTINU / BLOCS OPERATOIRE</u>	98	22
<u>PÔLE MERE / ENFANT</u>	234	53
<u>HEMODIALYSE</u>	48	-
<u>IRM</u>	15	-
<u>Plateau Technique Ambulatoire</u>	92	28
<u>Service technique</u>	20 personnels	
Total	1495	220

Public	Personnel	TOTAL	Dont lits dans locaux à sommeil
1495		1495	220

CHAUFFAGE – CLIMATISATION – ECLAIRAGE – ELECTRICITE– GRANDE CUISINE– ASCENSEURS

Le chauffage est assuré par chauffage urbain (SOCRAM) avec sous-station d'eau chaude à 90 °C, situé au Rdc Bas dans le bâtiment principal.

La production d'eau chaude sanitaire est assurée par une sous-station secondaire située au Rdc Bas dans le noyau central du bâtiment principal.

Il existe un éclairage de sécurité de balisage (évacuation) et un éclairage d'ambiance (anti-panique) sur blocs autonomes. Il existe 2 sources de remplacement qui reprennent l'ensemble des installations.

Il existe une grande cuisine ouverte avec appareil de cuisson fonctionnant à l'électricité, d'une puissance supérieure à 20 kW.

Il existe 13 ascenseurs et de 3 monte-charges.

Isolement des locaux à risques : L'exploitant, M. BRUNEAUX, a précisé que les locaux à risques sont conformes, lors de la dernière visite périodique.

MOYENS DE SECOURS INTERIEURS (lieux des commandes, tableaux de signalisation, machinerie)

- Plans et consignes affichés
- Détection automatique d'incendie dans l'ensemble de l'établissement excepté les escaliers et les sanitaires.
- 1 SSI de catégorie A avec centrale au poste de garde. Alarme Générale Sélective à tous les niveaux de soins, les niveaux n'accueillant pas de locaux à sommeil sont placés sous alarme générale.
- Des tableaux de report sont situés dans chaque local de soins des services et à chaque niveau.
- Personnels désignés pour la sécurité : 43 personnes formées et présentes de façon variable dont au minimum 3 la nuit. Le site dispose de 1 SSIAP3 de 1 SSIAP2 et 3 SSIAP1 en interne qui ne sont pas là en permanence.
- Présence d'un SSIAP 1 en complément par prestataire externe.
- Une personne affectée au PC sécurité (loge) en permanence SSIAP 1 minimum.
- Un représentant de l'exploitant est d'astreinte à son domicile.
- Un cadre de santé est présent sur place la nuit de 19h40 à 5 h30.
- Système d'alerte par ligne directe.
- 61 Robinets d'incendie armés sont présents dans l'établissement.
- Colonnes sèches dans les escaliers des ailes A, B, C et l'héliport.
- 2 portes coupe-feu automatiques, asservies à la détection, situées au Rdc Bas, séparant la galerie technique des travées ascenseurs.

ZONAGE DANS L'ETABLISSEMENT:

Il est rappelé à l'exploitant que le transfert horizontal des résidents d'une zone sinistrée vers une zone sécurisée doit être initié sous sa responsabilité avant l'arrivée des secours.

6) CLASSEMENT

A l'issue des travaux, cet établissement est à classer :

Type principal : U
Type(s) secondaire(s) :
Catégorie : 2

Il fait l'objet de visites de sécurité incendie au moins tous les 36 mois conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité.

7) ANALYSE DU RISQUE INCENDIE

Principaux risques liés à l'incendie de l'établissement :

1. Existence de **cheminements complexes**
2. Existence d'une **évacuation lente et complexe** des occupants
3. **Public fragile**
4. **Effectif important** accueilli
5. Existence de **locaux à sommeil**
6. **Potentiel calorifique important** de certains locaux de stockages
7. Risque important de **propagation** interne
8. Existence de grands **volumes à désenfumer**

Principe de sécurité incendie adopté dans l'établissement :

Evacuation latérale des patients et évacuation vers l'extérieur des valides

L'évacuation des patients se fait à l'intérieur même du bâtiment, sur le même niveau, les patients demeurant dans l'ERP durant toute l'opération d'extinction. Il s'agit d'établir des zones « étanches » à la propagation de l'incendie et aux fumées dans lesquelles seront « décalés » les patients se situant initialement dans la zone où sévit l'incendie.

Le dispositif technique de détection et d'évacuation doit dès lors être très au point.

En outre, la formation des personnels participant à l'évacuation, surtout la nuit, doit faire l'objet d'une veille particulière.

Scénarios graves et probables d'incendie dans l'établissement

Scénario 1 : incendie dans un local lingerie du pôle Mère/Enfant :

Après une détection rapide dans le local, le personnel affecté au secteur est prévenu. Il fait une ronde dans la zone où a lieu la détection. S'il y a effectivement un incendie, le système de sécurité incendie rend étanche au feu la zone concernée de manière automatique et désenfume les circulations horizontales principales pour faciliter l'évacuation. Le personnel alerte ou fait alerter les secours, procède à l'extinction s'il s'agit d'un très faible foyer, dans le cas contraire évacue les patients vers une zone refuge du niveau, s'assure de l'évacuation du public valide (visiteurs éventuels). Un personnel se dirige vers l'entrée principale du bâtiment pour accueillir, informer et guider les premiers moyens publics de lutte contre l'incendie.

Scénario 2 : Début d'incendie la nuit dans un local rangement dans un niveau avec locaux à sommeil aile B:

La découverte d'un sinistre dans ce local sera rendue rapide du fait de la détection incendie désormais installée dans tous les locaux de ce niveau. L'alarme générale sélective permettra la prise en compte de cette détection. La levée de doute sera alors effectuée par les personnels de l'unité de soins concernée.

La rapidité d'intervention face à cet incident dépendra de la capacité du personnel à analyser très rapidement le caractère dangereux de ce sinistre. Une bonne prise en compte de la conduite à tenir face à un début d'incendie devient alors essentielle par le personnel soignant compte tenu qu'ils sont tous affectés essentiellement à des missions de soins. Le feu pourra se développer et les fumées gagneront le couloir, ce qui mettra en fonctionnement le désenfumage mécanique afin d'évacuer les fumées et gaz chauds et permettre un transfert du public.

De jour et en semaine, l'astreinte technique arrivera dans un délai raisonnable après le déclenchement du SSI, ces personnels sont les seuls qui soient véritablement capables d'exploiter le SSI de l'établissement et d'initier l'attaque d'un feu naissant. Cependant, en cas de sinistre en dehors de ces périodes, et notamment la nuit, la sécurité incendie au sein du niveau repose sur 2 personnels soignants. Une équipe du SMUR composée de 3 personnes, si celle-ci est disponible, notamment en période de nuit, pourra venir renforcer l'équipe soignante dans ses missions de prise en compte des victimes.

Il convient de rappeler que les personnes accueillies dans cet établissement nécessitent une assistance pour initier ou réaliser leur déplacement. Aussi, les personnels soignants présents la nuit seront tous largement occupés auprès des malades et la limitation de la propagation ne sera prise en compte que tardivement.

Evaluation des besoins en eau pour lutter contre l'incendie (art. R 143-11 du Code de la Construction et de l'Habitation et art. MS 6 §1 du règlement de sécurité incendie).

Les besoins de défense extérieure contre l'incendie sont déterminés en utilisant le guide technique D9. Une minoration ou majoration des résultats obtenus peut être décidée en fonction de l'analyse des risques du projet et des capacités opérationnelles du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Jura.

Les besoins de défense extérieure contre l'incendie sont qualifiés par un objectif de **Débit** disponible pendant un **Temps** donné à partir d'un point d'eau incendie situé à une **Distance** de la structure à défendre.

Dans le cas où une solution constituée de réserves est choisie pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, il convient de convertir l'objectif en un **Volume** (Débit X Temps) immédiatement disponible à partir d'un point d'eau incendie situé à une **Distance**.

Compte tenu de l'analyse des risques du projet et des capacités opérationnelles du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Jura, l'objectif de défense extérieure contre l'incendie est de 90 m³/h pendant 2 heures à 350 m.

Type principal : U

Plus grande surface non recoupée retenue : **500 m² < S < 1000m²**

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (Données fournies à titre indicatif par le SDIS)

Type de point d'eau	N°	Distance point eau / entrée ERP	Débit / Capacité Aire / aspiration aménagées	Date dernière mesure / essai
Poteau	198.309	20 m.	63 m³/h	20/06/2022 DESAUTEL
Poteau	198.310	20 m.	61 m³/h	20/06/2022 DESAUTEL
Poteau	198.220	100 m.	150 m³/h	25/03/2019
Poteau	198.135	180 m.	92 m³/h	30/07/2018
Poteau	198.308	Inférieur à 350 m	108 m³/h	20/06/2022 DESAUTEL
Poteau	198.269	Inférieur à 350 m	163 m³/h	20/06/2022 DESAUTEL

Les PI n° 308, 309, 310 et 269 sont des PI privés implantés sur le site de l'hôpital.

Ces valeurs, issues de relevés ponctuels, ne sauraient engager la responsabilité du SDIS sur la pérennité des caractéristiques d'un réseau dont il n'assure pas la concession, ni l'entretien.

Nota : toute remarque concernant ces données doit être transmise à la commission de sécurité.

NB :

1. *La distance mentionnée dans l'objectif de DECI fixé s'entend par la distance entre la structure à défendre et le point d'eau incendie par les voies utilisables par les engins de lutte contre l'incendie.*
2. *Sont exclues de ce cadre réglementaire les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il est du devoir de l'exploitant de se tourner vers l'inspection des Installations Classées.*
3. *Il conviendra de s'assurer que les débits des PEI préconisés soient délivrés en simultané et que les réservoirs les alimentant soient d'un volume suffisant pour maintenir ces débits sur 2h.*

Il appartient à l'exploitant et aux services publics de la DECI, chacun en ce qui les concerne, de confirmer que les PEI existants permettent d'atteindre cet objectif.

8) PRESCRIPTIONS

Les propositions de prescriptions énumérées ci-dessous ne sont pas limitatives et ne sauraient dispenser l'architecte, le propriétaire et l'exploitant de se conformer aux diverses règles de sécurité des règlements s'appliquant ou pouvant s'appliquer à cet établissement.

Prescriptions nouvelles ou maintenues suite à l'étude :

A la suite de cette étude et en application du règlement de sécurité, il est proposé à l'autorité de Police les prescriptions suivantes :

Prescription permanente à cet établissement et/ou mesure(s) compensatoire(s) validée(s):

- Former l'ensemble du personnel, afin que celui-ci soit mis en garde contre les dangers que représente un incendie dans un hôpital, ainsi que l'exécution de consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer le transfert horizontal ou l'évacuation et l'entraînement à la manœuvre des moyens d'extinction (art. U 47).
- Sensibiliser le personnel lors de sa formation à la sécurité incendie, à intégrer la fermeture des portes de l'ensemble des locaux d'une zone concernée par un incendie, afin de garantir un désenfumage efficace et une fermeture complète des portes de recoupement (art. R143-34 du CCH). Cette procédure permettra une évacuation sûre du public de la zone concernée.
- Garantir la possibilité de déverrouiller l'intégralité des issues depuis le système de sécurité incendie sur demande des services de secours (art. R.143-13 du CCH) Mesures compensatoires dérogation validée le 25/06/2013 bâtiment central.
- Veiller à laisser un passage suffisamment large dans les circulations (art. R143-34 du CCH)
- Respecter l'article U13 de la réglementation incendie, concernant l'éventuel aménagement d'un local avec stockage de liquide inflammable dans le bâtiment.
- Supprimer tout dépôt de matériel ou matériaux, présentant un pouvoir calorifique, dans les circulations (art. R143-41 du CCH) *Cela concerne notamment les containers à déchets et les différentes palettes en bois.*
- Veiller à ne pas déposer du matériel devant les bouches d'amenées d'air du système de désenfumage mécanique (art. R143-41 du CCH).
- Veiller à respecter la réglementation incendie concernant les vérifications et essais quotidiens, notamment concernant les moyens de secours, éclairage de sécurité, etc. (art. R143-34 du CCH) *Ces vérifications et essais doivent être dédiées à un agent SSIAP 1 et être référencés.*
- Veiller à ce que le chef du service de sécurité, si cela n'est pas prévu, soit affecté spécifiquement à cette tâche, compte tenu de la présence de 2 établissements (CHG +CMLS) totalisant plus de 1500 personnes (art. U 43).
- Garantir la présence physique d'une personne qualifiée pendant la présence du public, conformément aux consignes données, assurer l'exploitation et l'entretien quotidien (art. EL 18).

Rappel des prescriptions antérieures à cette étude :

• **PV du 01/12/2016 :**

- 1) Isoler l'ensemble des locaux à risques de l'établissement, notamment les chambres transformées en local archives, et réserve (art. CO 28).

➤ **PV du 06/12/2019 :**

- 2) Renforcer la formation du personnel, concernant la conduite à tenir en cas d'incendie dans un établissement de type U 47 et R143-41 du CCH. *(En cours de développement)*
- 3) Remplacer les vitrages existants intégrés aux parois verticales des circulations situés dans l'ensemble de l'établissement, par des éléments verriers ou autres pare-flamme de degré ½ heure (art. R143-41 du CCH).

• **PV du 15/12/2022:**

- 4) Lever l'ensemble des observations et remarques présentes sur les attestations et rapports, concernant les vérifications périodiques (art. R143-41 du CCH).

• **PV du 31/01/2024 :**

- 5) Veiller au maintien des dispositions techniques mises en place concernant le dispositif d'isolant des prémurs (art R143-13 du Code de Construction et de l'Habitation).
Toute intervention sur la structure devra faire l'objet d'une validation par les services compétents du CH PASTEUR en concertation avec le service prévention du SDIS du Jura.
- 6) Lever les observations du Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux d'ALPES CONTROLE (art GE 9).
La non-conformité (n°4) devra faire l'objet d'une demande de dérogation auprès de la sous-commission départementale de sécurité contre l'incendie.
- 7) Veiller à maintenir à jour les plans d'interventions (art MS 41).

• **Prescriptions spécifiques à l'étude PC 039 198 24 D0046 AT 039 198 24 D0028 :**

- 8) Règles de sécurité à observer pendant les travaux en présence du public dans l'établissement (art. GN 13) :
Les entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment il est interdit:
 - d'effectuer en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ;
 - d'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux ;
 - d'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc...) ;
 - de déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours ;
 - de stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence du public ;
 - de fumer sur les chantiers ;
 - d'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur des immeubles ;
 - de neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc...) ;
 - de laisser se constituer des dépôts de matières combustibles ;
 - de quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité ;
 - d'effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisation préalable.
- 9) Respecter les préconisations des guides techniques et pratiques applicables aux constructions à ossature et façades bois (art R 143-13 du CCH).
- 10) Tenir à jour le dossier d'identité du SSI (art. MS 53 §2, Normes NF S 61-931 et NF S 61-932).
- 11) Tenir à jour les plans d'interventions (art MS 41).

• **Prescriptions relatives à la visite de réception des travaux :**

- 12) Demander à monsieur le Maire, un mois avant la date d'ouverture au public, le passage de la commission de sécurité de l'arrondissement de DOLE (article 43 du décret n° 95-260 du 08/03/1995 modifié) ;
- 13) Adresser au secrétariat de la commission de sécurité de DOLE, avant la visite de réception, l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur, l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage ;
- 14) Adresser au secrétariat de la commission de l'arrondissement de DOLE, les rapports de vérifications techniques établis par une personne ou un organisme agréé par le ministre de l'intérieur (Cf. articles 47 et 48 du décret n° 95.260 du 08/03/1995 modifié). En cas de non présentation de ces documents, la visite ne pourra être effectuée.

Le RVRAT de l'organisme agréé devra parvenir au service prévention (service-prevention@sdis39.fr) du SDIS39 au moins 48 heures ouvrables avant la visite. En l'absence la visite pourra être annulée.

Nota : A défaut de pouvoir réaliser pour des raisons techniques ces prescriptions, il conviendra de déposer devant la commission de sécurité compétente, une demande de dérogation à la réglementation justifiée et accompagnée d'une proposition de mesures compensatoires ainsi que d'un avis préliminaire / diagnostic sécurité établi par un organisme agréé (art. R 143-13 du Code de la Construction et de l'habitation).

9) PERIODICITE DE VERIFICATIONS DES INSTALLATIONS TECHNIQUES (art. R 143-34 du C.C.H)

<i>Équipements ou installations⁽¹⁾</i>	<i>Articles de référence</i>	<i>Périodicité</i>	<i>Vérifications effectuées par :</i>
Électriques	EL 19	1 an	Technicien compétent** (Cf. conditions de l'art. GE 10 / l'art. GE 7 et 8 §1)
Éclairage de sécurité / Ambiance	EC 15	1 an	
Paratonnerre			
Moyens de secours (<i>Extincteurs, R.I.A....</i>)	MS 73 §2	1 an	Technicien compétent**
Colonnes sèches	MS 73 §2 ou NFS XX XXX		
Systèmes d'alarme	MS 69	Hebdomadaire 1 an	Personnel de l'établissement Technicien compétent**
SSI A/B et Systèmes d'extinction automatique à eau	MS 73 §2	1 an 3 ans	Technicien compétent** <i>Contrat de maintenance</i> Organisme agréé
Portes automatiques	CO 48 §3e	1 an	Technicien compétent** <i>Contrat de maintenance</i>
Désenfumage naturel	DF 10*	1 an	Technicien compétent**
Désenfumage mécanique*		1 an 3 ans	Technicien compétent Organisme agréé
Ascenseurs et escaliers mécaniques	AS 9 et AS 10	1 mois/ 6 mois 1 an 5 ans	Entreprise de maintenance <i>Contrat de maintenance</i> Organisme agréé
Chauffage Climatisation Pompe à chaleur Chambres froides	CH 58	1 an	Technicien compétent**
Installations de cuisson	GC 22	1 an	Technicien compétent**
Dispositif d'extraction d'air vicié, de buées et de graisses	GC 21	Dès que nécessaire	Personnel de l'établissement
	GC 22	1 an	Technicien compétent**
Installations de Gaz	GZ 30	1 an	Technicien compétent**
Filtre de la centrale de traitement d'air	CH 38	1 an	Technicien compétent**
Gaz médicaux	U 64 / J33	1 an	Organisme agréé
Vérification du bon fonctionnement par l'exploitant de L'Éclairage de sécurité	EC 14 §3	1 mois 6 mois	Essais du passage à la position de fonctionnement en cas de défaillance de l'alimentation normale et vérification de l'allumage de toutes les lampes. Contrôle de l'autonomie qui doit être d'une heure <i>Dans les établissements comportant des périodes de</i>

		<i>fermeture, ces contrôles doivent être effectués de telle manière qu'au début de chaque période d'ouverture au public, l'installation d'éclairage ait retrouvé l'autonomie prescrite.</i>
--	--	---

* Lorsqu'ils existent une installation de désenfumage mécanique et un système de sécurité incendie de catégorie A ou B, les vérifications sont effectuées tous les trois ans par un organisme agréé.

** (Cf. conditions de l'art. GE 10 / l'art. GE 7 et 8 §1)

⁽¹⁾ Les dates des vérifications doivent être consignées dans le registre de sécurité et le rapport correspondant doit être annexé à ce registre et tenu à la disposition de la commission de sécurité (art. R 143-37 du Code de la Construction et de l'Habitation).

10) OBSERVATIONS

1. *Tout projet de construction, d'extension, d'aménagement et de transformation des établissements, que l'exécution des projets soit ou ne soit pas subordonnée à la délivrance d'un permis de construire, doit être soumis à l'avis de la commission de sécurité incendie compétente sous couvert du Maire. (art. R. 143-26 à R. 143-30 du code de la construction et de l'habitation).*
2. *La sous-commission départementale ERP/ IGH est seule compétente pour accorder le cas échéant, des dérogations à la réglementation et définir les mesures compensatoires adaptées à chaque établissement ; ces dérogations doivent faire l'objet d'une demande justifiée accompagnant un dossier d'étude complet et donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal.*
3. *La commission de sécurité incendie n'est pas compétente pour assurer des missions de solidité. Seul, l'avis du bureau de contrôle sera retenu pour la mission L en application des articles R 125-17 et R 125-18 du Code de la Construction et de l'Habitation.*
4. *La commission de sécurité incendie n'est pas compétente dans le domaine de l'accessibilité de l'établissement aux personnes handicapées. Seul, l'avis de la commission d'accessibilité pourra être retenu en application décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la CCDSA modifié.*

11) CONCLUSION

La commission de sécurité incendie de l'arrondissement de Dole **émet un avis favorable** à la délivrance de l'autorisation de travaux et du permis de construire.

Sous le contrôle du représentant de l'État dans le département, le Maire est chargé de l'exécution des dispositions du règlement de sécurité incendie au regard des articles R 123.27 et R 123.49 du Code de la Construction et de l'Habitation. Il a notamment la charge de la notification, d'une part, de la conclusion de la commission et, d'autre part, de sa décision de classement (type et catégorie) et de l'ouverture au public ou pas de l'ERP aux exploitants (pas aux propriétaires). Il peut le faire soit par arrêté, soit par lettre recommandée avec avis de réception, rendant par la même exécutoire les prescriptions proposées par la commission de sécurité qu'il peut en outre assortir de délais pour leur réalisation.

La Présidente de la commission,



Camille BERROUX

HISTORIQUE DE L'ETABLISSEMENT (Non exhaustif)

Année	PC / DT Visite ouverture / inopinée / périodique	Avis Date commission	Classement	Observations
1973	Visite d'ouverture	20/03/1973	U 2	Ouverture Établissement
1993	Visite d'ouverture	19/02/1993 Favorable	U 2	Urgences
2001	Visite d'ouverture	02/10/2001 Favorable	U 2	Restructuration Hémodialyse
2002	Visite d'ouverture	16/10/2002 Favorable	U 2	Services techniques
2004	Visite périodique	10/06/2004 Défavorable	U 2	
2004	Visite d'ouverture	22/10/2004 Favorable	U 2	Pôle Mère/Enfant
2005	Visite d'ouverture	28/04/2005 Favorable	U 2	Services 6A et 6B
2006	Périodique	30/08/2006 (Favorable	U 2	Levée Avis Défavorable
2007	Visite d'ouverture	12/01/2007 Favorable)	U 2	IRM
2007	Visite d'ouverture	16/03/2007 Favorable	U 2	Extension Urgences (Hélistation)
2010	Périodique	09/09/2010 Favorable	U 2	
2012	Périodique	26/07/2012 Défavorable	U 2	Absence de détection généralisée / Absence de désenfumage / Insuffisant isolement des locaux à risques / Présence de 2 SSI de génération différente.
2012	Projet de mise en sécurité	20/12/2012 Favorable	U 2	Travaux phase 1 : détection généralisée / 1 seul SSI / colonne sèche aile A.
2013	Autorisation de travaux n° AT 039 198 12 D0023	06/02/2013 Favorable	U 2	Travaux phase 1 : détection généralisée / 1 seul SSI / colonne sèche aile A.
2013	Dérogations	25/06/2013 Favorable	U 2	Cf. Nota
2013	Autorisation de travaux n° AT 039 198 13 D0012	27/08/2013 Favorable	U 2	Travaux phase 2 : installation d'un désenfumage mécanique.
2013	Visite périodique de sécurité et de réception des travaux de la phase 1 (SSI)	17/12/2013 (Défavorable à la poursuite des activités / Favorable à la réception des travaux)	U 2	Maintien de l'avis défavorable à la poursuite des activités compte tenu de l'absence de désenfumage mécanique.
2016	Visite de réception des travaux AT n° 039 198 13 D0012	26/01/2016 (Défavorable à la poursuite des activités / Favorable à la réception des travaux)	U 2	Réception de la 2 ^{ème} phase des travaux – désenfumage – tranche 1 bâtiment A + désenfumage du R+7 (restaurant).
2016	Visite de réception des travaux AT n° 039 198 13 D0012	05/07/2016 (Défavorable à la poursuite des activités / Favorable à la réception des travaux)	U 2	Réception de la 2 ^{ème} phase des travaux – désenfumage – tranche 2 – noyau central
2016	Visite périodique de sécurité et Visite de réception des travaux AT n° 039 198 13 D0012	01/12/2016 (Défavorable à la poursuite des activités / Favorable à la réception des travaux)	U 2	Réception de la 2 ^{ème} phase des travaux – désenfumage – tranche 3 – Bâtiment C
2017	Visite de réception de travaux et levée de l'avis défavorable	27/06/2017 Favorable	U 2	- Réception de la 2 ^{ème} phase des travaux – désenfumage – tranche 4 – Bâtiment B - Levée de l'avis défavorable du PV du 17/12/2013
2019	Autorisation de travaux n° AT 039 198 19 D0003	25/02/2019 Favorable	U 2	- Travaux de migration du Système de Sécurité Incendie - Travaux de renouvellement des câbles désenfumage et coffrets de relaying
2019	Réception de travaux et visite périodique	06/12/2019 Favorable	U 2	Réception de travaux partiels de l'AT 039 198 19 D0003 : - Travaux de migration du Système de Sécurité Incendie - Travaux de renouvellement des câbles désenfumage et coffrets de relaying
2021	Feu dans une armoire électrique dans le local TGBT le 05/06/2021 à 15 heures 45			

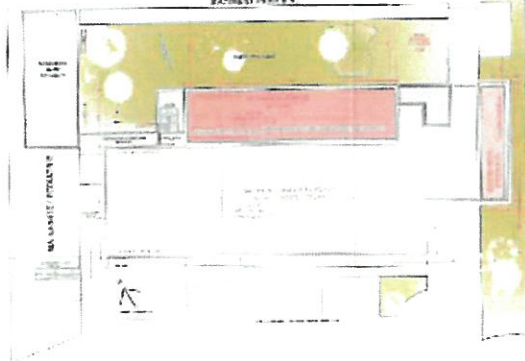
2021	Feu sur appareil localisé dans la chaufferie le 28/08/2021 à 17 heures 48			
2021	Autorisation de travaux n° AT 039 198 21 D0020	30/08/2021 Défavorable	U 2	Création de locaux de stockage dans la chapelle existante
2021	Autorisation de travaux n° AT 039 198 21 D0039	29/11/2021 Favorable	U 2	Création de locaux de stockage dans la chapelle existante
2021	Réception de travaux	17/12/2021 Favorable	U 2	Réception AT 039 198 19 D0003
2022	Autorisation de travaux n° AT 039 198 21 D0042	24/01/2022 Favorable	U 2	Construction d'un plateau technique ambulatoire : Démolition de l'accueil de la maternité
2022	Demande de dérogation	17/02/2022 Favorable	U 2	Dérogation à l'article U10 §4a
2022	Permis de construire n° PC 039 198 22 D0002 AT 039 198 22 D0001 et autorisation de travaux n° AT 039 198 22 D0001	01/03/2022 Favorable	U 2	
2022	Visite périodique et réception de travaux	15/12/2022 Favorable	U 2	Travaux réceptionnés <ul style="list-style-type: none"> AT n° 039 198 21 D0042 phase n° 1 (Construction d'un plateau technique ambulatoire : Démolition de l'accueil de la maternité - Travaux d'extension de 2 bureaux et restructuration dans la maternité pour permettre de repositionner les sorties de secours).
2023	Réception de travaux	17/04/2023 Favorable	U 2	Travaux réceptionnés <ul style="list-style-type: none"> Autorisation de travaux n° AT 039 198 21 D0039 concernant la création de locaux de stockage dans la chapelle existante; Levée de la prescription n° 7 du PV du 15/12/2022
2023	Demande de dérogation	14/12/2023 Favorable	U 2	Demande de dérogation relative au remplacement d'un SAS en limite de CPI u10 4a
2023	Demande de dérogation	14/12/2023 Favorable	U 2	Demande de dérogation relative à la motorisation d'une porte de SAS en limite de CPI u10 4a
2023	Permis de construire n° PC 039 198 22 D0002 AT 039 198 22 D0002M1 et autorisation de travaux n° AT 039 198 23 D0043	21/12/2023 Favorable	U 2	Construction d'un plateau technique ambulatoire
2024	Réception de travaux	31/01/2024 favorable	U 2	Travaux réceptionnés : Phase n° 2 et 3.1 : Construction d'un plateau technique ambulatoire.
2024	Demande de dérogation	29/08/2024 Favorable	U 2	Demande de dérogation relative au remplacement d'un SAS en limite de CPI u10 4a - liée à PC 039 198 22 D0002 M01 et AT 039 198 23 D0043
2024	Demande de dérogation	29/08/2024 Favorable	U 2	Demande de dérogation concernant la motorisation d'une porte de SAS en limite de CPI u10 4a - liée à PC 039 198 22 D0002 M01 et AT 039 198 23 D0043
2024	Demande de dérogation	26/09/2024 Favorable	U 2	Demande de dérogation (lié au PC 039 198 24 D0046 et AT 039 198 24 D0028) pour mise en place de portes coulissantes manuelles pour les box individuels dans le cadre de l'extension et de la restructuration du service de dialyse
2024	PC 039 198 24 D0046 AT 039 198 24 D00028	04/10/2024 Favorable	U 2	Restructuration du service dialyse

PLANS DU PROJET



ETAGE DIALYSE- PROJET 1/200'

RTZ DE CHAUSSEE DIALYSE- PROJET 1/200'



PC3 PLAN DE MASSE PROJET 1/200'

PROFIL SUR ESPACE DIALYSE CRENSPACE



PLAN BOX ISOLE

BOX ISOLE

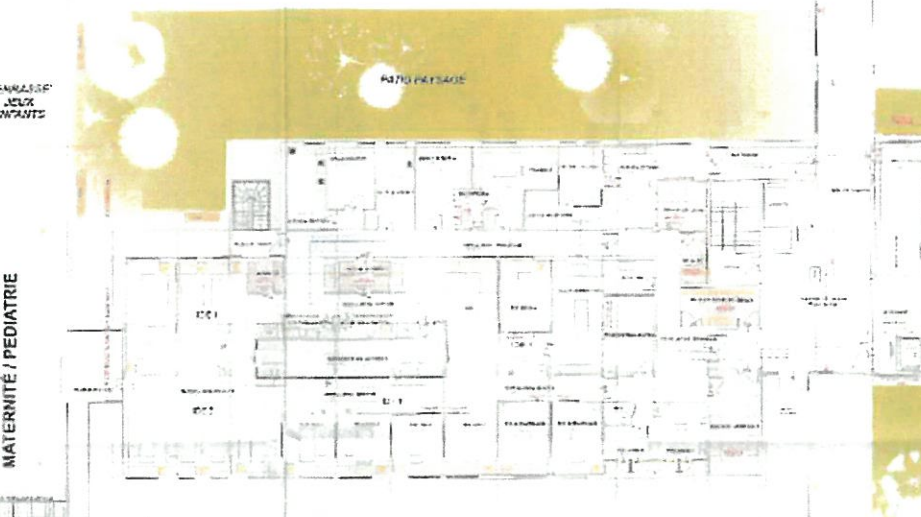
COURTIN

BOX ISOLE

Le projet de construction d'un nouveau bâtiment de soins de santé, destiné à accueillir des patients atteints de maladies chroniques, est situé dans un quartier résidentiel. Le bâtiment est conçu pour répondre aux besoins des patients et des professionnels de santé, tout en respectant l'environnement et le cadre de vie du quartier. Le projet est divisé en plusieurs phases de construction, chacune correspondant à un type de soins ou à une spécialité médicale. Le bâtiment est conçu pour être flexible et adaptable aux évolutions des besoins et des technologies médicales. Le projet est financé par le département de la Santé et par des fonds privés. Le bâtiment est prévu pour être achevé en 2025.

PC 4 NOTE DE PRÉSENTATION

2411 C. H. LOUIS PASTEUR DOLE
 EXTENSION DE L'ÉQUIPEMENT DIALYSE
 A.T.P.C.
 PLANCHE 17 PROJET



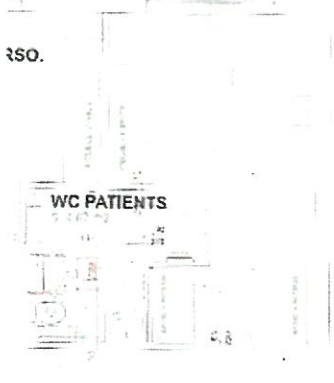
PC 5 ELEVATIONS 1/100'

NORD EST SUR PATIO A SUD OUEST SUR PATIO



PC 3 COUPE / PROFIL TRANSVERSAL 1/100'

PC 5 ELEVATION PIGNON NORD-OUEST SUR PASSAGE 1/100'



CIRCULATION PRINCIPALE

PC 19/PC 48 EXTRAITS PLAN P'WIE



2411 C. H. LOUIS PASTEUR DOLE
 EXTENSION DE L'ÉQUIPEMENT DIALYSE
 A.T.P.C.
 PLANCHE 17 PROJET

COMPTE RENDU DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ INCENDIE

RÉUNION DU VENDREDI 4 OCTOBRE 2024

La commission de sécurité incendie de l'arrondissement de DOLE s'est réunie pour faire suite à une étude de l'établissement ci-dessous désigné :

Nom (ou Raison sociale) : **CHG LOUIS PASTEUR – RESTRUCTURATION SERVICE DIALYSE**

Adresse :

CP : **39100**

Commune : **DOLE**

Dossier n° :

Motif de l'étude du dossier : **autorisation de travaux et permis de construire**

Type principal : **J**

secondaire :

Catégorie : **2**

Sous la présidence de Mme Camille BERROUX, Secrétaire Générale

Participaient à la réunion :

Adjoint ou Maire	M - REBILLARD
Un représentant la DDT	M.
Un préventionniste du SDIS 39, rapporteur	M. Pascal LASKOWSKI, SDIS 39

ASSISTAIENT À LA RÉUNION SANS EN ÊTRE MEMBRE :

MME MARIE-CLAUDE SOMMARD, SOUS-PRÉFECTURE DE DOLE

Au cours de cette réunion, les membres de la commission ont souhaité inscrire au compte-rendu les points particuliers suivants :

.....
.....

AVIS DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ INCENDIE
DE L'ARRONDISSEMENT DE DOLE
RÉUNION DU 4 OCTOBRE 2024

Nom (ou Raison sociale) : CHG LOUIS PASTEUR – RESTRUCTURATION SERVICE DIALYSE

Adresse :

CP : 39100

Commune : DOLE

Le représentant du SDIS 39

Avis

FAVORABLE

NOM : M. Pascal LASKOWSKI

Signature

Qualité : rapporteur

Le représentant de la DDT 39

Avis

Favorable

NOM : M. F. VILLET

Signature

Qualité :

Le Maire ou son représentant

NOM : M;

JM REBILLARD

Avis :

FAVORABLE

Qualité :

Conseiller délégué

Signature :

La Présidente de séance

NOM : Mme Camille BERROUX

Qualité : Secrétaire Générale

Avis

Signature

favorable

CONCLUSION :

Avis favorable ☒

à la délivrance de l'autorisation de travaux
et du permis de construire

Avis défavorable ☐